

**Samir AMIN**  
**FORUM DU TIERS MONDE**

**THEORIE ET PRATIQUE DU PROJET CHINOIS DE  
 « SOCIALISME DE MARCHÉ »**

*Le « socialisme de marché » est-il une alternative à la mondialisation libérale ?*

1. L'expérience de développement en cours en Chine depuis 1980, ses aspects qualifiés par les uns de « positifs » (l'accélération de la croissance), par les autres de « négatifs » (l'inégalité grandissante), ses rapports au système capitaliste mondial (dépendance ou autonomie ?), son contenu social (capitaliste ou socialiste) et politique (perspectives démocratiques ou maintien de formes autocratiques du pouvoir) constituent certainement l'un des axes principaux de toute réflexion concernant non seulement l'avenir de ce pays continent mais au delà celui du système mondial.

Cette réflexion est néanmoins handicapée par des positions idéologiques dogmatiques – j'irai même jusqu'à dire de type fondamentaliste – qui dominent tant dans la droite (et même davantage dans les courants dominants de celle-ci) que dans certaines fractions de la gauche qui demeurent attachées aux valeurs du socialisme.

A droite les thèses du libéralisme – auxquelles malheureusement la gauche électorale des pays capitalistes avancés s'est largement ralliée – sont trop connues pour être ici plus que rappelées très brièvement : (i) les « prix » des produits et des « facteurs de production » déterminés par le fonctionnement d'un marché « libre » commanderaient la seule allocation efficace des ressources possible ; (ii) l'ouverture extérieure la plus grande permettrait d'accélérer les rythmes de la croissance économique ; particulièrement dans un moment historique comme le nôtre, caractérisé par l'approfondissement de la mondialisation, fondée sur une nouvelle révolution scientifique et technologique ; (iii) la croissance accélérée est elle même porteuse à terme de bien être social pour le plus grand nombre et par là même de démocratie. Aucune de ces thèses n'étant, à mon avis, fondée en théorie ou confirmée par l'histoire du capitalisme réellement existant, je ne m'attacherai pas ici à en discuter la teneur, même si celles-ci sont largement admises par de nombreux intellectuels chinois, particulièrement dans la profession des économistes (recyclés dans les universités occidentales). Ceux-ci d'ailleurs se reclassent en Chine comme ailleurs en « fondamentalistes », apôtres de la dérégulation maximale et adversaires de principe à toute intervention de l'Etat dans la vie économique, et en « pragmatistes » qui défendent l'intervention active de l'Etat capable, selon eux, d'accélérer la dynamique du développement, d'en réduire les effets sociaux immédiats qui pourraient être négatifs, de raboter les fluctuations conjoncturelles inutiles produites par l'imperfection des marchés etc ... Autrement dit, à condition que ces interventions dans l'ensemble et à plus long terme, sinon immédiatement, aillent dans le sens de la logique de l'économie de marché (soient « market friendly », comme l'a écrit la Banque Mondiale).

Le concept chinois officiel de « socialisme de marché », bien que rarement précisé (on reviendra sur cette question), est proche de celui des pragmatistes. Le critère qui séparerait le « socialisme de marché » du capitalisme pur et simple serait apparemment et principalement le maintien d'un secteur important dominé par la propriété publique (d'Etat et des collectivités), peut être également chez certains de ses partisans des formes de redistribution sociale atténuant les inégalités associées à l'expansion des marchés. Beaucoup ajoutent sans trop de difficulté le souci de défendre l'unité de la nation chinoise, ce qui implique des interventions publiques destinées à réduire les inégalités régionales et à maîtriser les relations avec l'extérieur.

Beaucoup des critiques de gauche des politiques mises en œuvre à partir de 1980 et des perspectives qu'elles auraient ouvert ou fermé n'en sont pas moins handicapées par le dogmatisme qui s'exprime par un examen peu critique pour le moins qu'on puisse dire de la « planification socialiste » tant dans son modèle soviétique que dans celui de la Chine jusqu'à la mort de Mao .

Cette planification reposait sur quelques grands principes : (i) la généralisation de la propriété d'Etat (ou para étatique, d'apparence collective) ; (ii) la suppression de toute forme d'autonomie de décision des unités de base et en conséquence l'allocation administrative des ressources (équipements et main d'œuvre) ; (iii) une centralisation comptable qui traitait l'ensemble de l'économie comme s'il s'agissait d'une seule entreprise et en conséquence la fixation par cette centrale (le plan) des prix, des salaires, du taux de l'intérêt et du taux de change. Aucun de ces principes ne constitue par nature une exigence du socialisme. Ils se justifiaient – en partie – par la volonté de « rattraper » dans le plus bref délai un retard historique. Car cette forme de gestion macro et micro économique n'a pas été sans une certaine efficacité tant qu'il s'agissait d'accélérer une accumulation extensive par le transfert d'un excédant de main d'œuvre des campagnes vers les villes et la mise en place d'industries reproduisant les modèles technologiques inventés par le capitalisme développé. La priorité donnée aux industries lourdes trouve même, dans ces circonstances, une raison d'être tout à fait légitime.

Cette forme de planification centralisée constitue un cadre adaptable pour un éventail de contenus sociaux différents passablement large. L'équilibre général que le planificateur s'assigne de réaliser de la sorte peut en effet être fondé sur l'objectif d'une répartition du revenu entre tous les travailleurs la plus égale possible, entre autre sur l'égalité du revenu moyen du travailleur rural et de l'ouvrier urbain. C'est ce que j'ai appelé dans mon ouvrage *L'avenir du maoïsme* le modèle de loi de la valeur nationale – populaire déconnectée de la loi de la valeur du capitalisme mondialisé et c'était à l'origine tout au moins l'objectif proclamé de certains bolcheviks et des maoïstes. Car derrière cette forme de planification, se profilent en fait des rapports para marchands et non pas du tout des rapports non marchands propres au communisme évolué. Mais la même forme de planification peut être également l'instrument d'une stratégie de maximisation de la ponction opérée par exemple sur le monde paysan et affectée au développement industriel et urbain, aux dépenses militaires, voire à la consommation d'une technobureaucratie privilégiée. Ce qui fut le fait dans l'histoire soviétique.

Les limites du modèle, quel qu'en soit le contenu social, sont néanmoins visibles sur trois plans.

Il s'agit tout d'abord, au mieux, d'un projet social mais non socialiste. La reproduction des modèles technologiques du capitalisme avancé commande à son tour des formes d'organisation du travail et de sa hiérarchisation, comme des formes de vie sociale et de consommation qui, loin d'être « neutres », véhiculent la culture du capitalisme, l'aliénation qui lui est propre, dépossèdent les travailleurs du pouvoir de décision. C'est la raison pour laquelle je qualifie cette famille de formes de planification centralisée de modèle marchand commandé par une loi de la valeur qui lui est propre. Il aurait mieux valu reconnaître que le socialisme en question – si on l'appelle ainsi – n'est qu'une étape dans la longue transition du capitalisme au communisme, qui associe des éléments de structure capitaliste à des ambitions qui dépassent la logique qui leur est propre. Le socialisme est donc contradictoire et non l'expression de rapports sociaux définitivement pacifiés. La lutte des classes qui se poursuit se manifeste par la résistance des travailleurs, laquelle ralentit à son tour les gains de productivité que les investissements en équipements modernes permettent en principe. Si l'on est de gauche on doit comprendre et soutenir ces formes de luttes populaires, par exemple en reconnaissant l'indépendance des organisations coopératives et syndicales face au pouvoir (et au parti), quand bien même celui-ci aurait quelque titre historique authentique à « parler au nom des travailleurs ». C'est le seul moyen capable d'approfondir la démocratisation et lui donner toute sa portée révolutionnaire et son inscription dans la perspective de la construction d'une société communiste. L'autre option, qui impose la « discipline » par l'affirmation creuse que l'Etat et le parti sont le peuple, et que le socialisme est une forme sociale pacifiée définitive et achevée, perd rapidement sa crédibilité et sert de tremplin à la construction d'un nouveau pouvoir de classe que j'ai qualifié de « capitalisme sans capitalistes », lequel à son tour est appelé à évoluer vers la forme normale du capitalisme « avec capitalistes » comme cela est arrivé en URSS.

La seconde limite du modèle tient à la contradiction national/mondial. Le capitalisme s'est construit comme un système mondial fondé sur une forme particulière de la loi de la valeur (que j'ai qualifiée pour cette raison de loi de la valeur mondialisée) qui produit et approfondit la polarisation à l'échelle mondiale. La révolte contre celle-ci, qui est largement à l'origine des révolutions modernes (puisque les seules révolutions qui se sont revendiquées du socialisme ont eu lieu dans les périphéries du système capitaliste mondial, et pas par hasard), pose problème d'emblée. S'agit-il de « rattraper » ou de « faire autre chose », et comment combiner ces tâches plus contradictoires que complémentaires ? On ne peut ici oublier la perspective plus longue : que le communisme ne peut être un système plus avancé que le capitalisme que s'il devient mondial, parce que la portée positive de l'universalisme que le capitalisme a amorcé mais ne peut porter à son terme ne doit pas être gommée dans la vision stratégique de la longue transition. Les pays socialistes n'ont certes pas choisi « l'autarcie » qui leur a été toujours imposée par l'adversaire impérialiste. Les communistes n'ont jamais été des culturalistes et leur idéologie est celle d'un humanisme universaliste. Mais ils ont été contraints de faire avancer leurs sociétés en s'isolant relativement du système mondial dominant. Dans ce sens le choix de faire avancer le socialisme « dans un seul pays » n'est pas une erreur, l'alternative (attendre la révolution mondiale à partir des centres du système) étant parfaitement illusoire. Mais ce choix pose problème parce que ce qui peut être réalisé dans le cadre d'un « seul » pays, fut-il grand comme l'URSS et la Chine, demeurera toujours limité. Le repli sur soi même, fut-il forcé, comporte un prix. Et une certaine ouverture sur le monde, fut-il encore capitaliste, a ses avantages, si on sait la maîtriser. Il s'agit de la gestion d'une contradiction, que l'idéologie libérale ignore par son affirmation gratuite, démentie par la théorie et l'histoire, que l'inscription dans la mondialisation capitaliste constitue le moyen de « rattraper » le plus efficace.

La troisième limite du modèle provient de ce que le modèle de la planification centralisée est en fait articulé sur un objectif unique : l'accélération de l'accumulation extensive. Or les objectifs qu'on peut atteindre par ce moyen peuvent être réalisés dans un temps relativement bref, disons une vingtaine d'années. On aurait donc du comprendre qu'il ne pouvait s'agir que d'une première phase de la longue transition et non d'une forme définitive de celle-ci. Cette première phase achevée ouvre alors deux possibilités : passer à une accumulation intensive similaire à celle qui caractérise le capitalisme développé, ou renforcer les dimensions d'une construction sociale différente permettant d'avancer vers l'horizon communiste. Ce choix n'a pas la nature d'une option « libre » ; il est produit par la lutte des classes – d'évidence. Mais il est également largement hypothéqué par ce qui s'est passé au cours de la phase précédente d'accumulation extensive. Si le socialisme a déjà perdu sa crédibilité, comme c'était le cas en URSS, l'évolution vers le capitalisme, et l'intégration dans le système mondial qui l'accompagne, pour le meilleur et surtout le pire, est difficile à éviter.

2. Toutes les questions abordées dans ces propos liminaires sont en Chine l'objet de discussions passionnées. Entendre dire à Pékin « qu'il y a en Chine comme partout une droite et une gauche » est certainement plus que rafraichissant quand on connaît la tonalité unanimiste de rigueur tant dans les discours du socialisme d'hier que dans celui de la « pensée unique » capitaliste libérale dominante en Occident.

Les débats opposent d'une manière évidente des partisans – nombreux – d'un capitalisme soit carrément intégré au système mondial soit mieux maîtrisé aux plans national et social, à des défenseurs d'une perspective qui se veut socialiste. Ils sont argumentés, écrits et publiés ; et bien que je n'ai malheureusement accès qu'à ceux de ces écrits traduits en anglais, je connais pour les avoir entendus les arguments développés dans un certain nombre de documents importants non traduits. Ils sont fondés sur un attachement scrupuleux aux faits ; et sur ce plan les statistiques chinoises sont d'une qualité meilleure qu'elle ne le sont dans la plupart des pays du tiers monde, sans mentionner ceux de l'Est ! Les débats ne sont pas confinés aux milieux académiques, ils ne sont pas moins vifs dans ceux du pouvoir et de la politique en général.

Il reste qu'à mon avis l'argumentation est handicapée à gauche par les insuffisances qui caractérisent l'examen de la phase maoïste (1949-1978).

Il y a pourtant un accord général sur quelques points essentiels concernant cette phase. De 1952 à 1978 le taux de croissance annuel du PIB a été de 6,2 % (3,8 % per capita) ; celui de l'agriculture de 3,4 % ; de l'industrie de 9,4 % et des services de 4,5 %. Cela a représenté, dans l'ensemble, des taux deux fois meilleurs qu'en Inde ; et la Banque Mondiale elle-même le reconnaît. Simultanément l'inégalité a été réduite à un niveau minimal, sans pareil ailleurs dans le monde, avec en 1978 un coefficient de Gini de l'ordre 0,16 pour le monde urbain et de 0,22 pour le monde rural (Zhao Renwei) contre 0,42 pour l'Inde et 0,35 pour la Corée du Sud qui compte pourtant parmi les pays les moins inégalitaires du monde capitaliste.

Les nuances, voir les divergences dans l'appréciation des résultats se situent sur deux plans. Le premier concerne les inégalités régionales. Même si le revenu paysan moyen à l'échelle de la Chine entière était voisin de celui de l'ouvrier urbain, le revenu rural moyen différait nécessairement non seulement d'une province à l'autre, mais d'un district ou même d'une commune à l'autre, en fonction de données géographiques et historiques évidentes. De là un coefficient de Gini plus fort pour les campagnes que pour les villes, le barème des salaires urbains étant identique pour tout le pays. Le second concerne l'écart moyen villes/campagnes

pour la période maoïste qui fait l'objet d'appréciations variables. Pour certains cet écart - au bénéfice des villes - était important (2,5 pour la Chine de 1978 contre seulement 1,4 pour l'Inde, selon Zhao Renwei) mais tout à fait explicable par le contrôle exercé en Chine sur l'émigration des campagnes vers les villes, inexistant dans le tiers monde capitaliste. Selon Liu Wenpu la pauvreté en Chine demeurait confinée aux régions rurales, même si elle était en voie de réduction (de 300 millions de personnes en 1954 à 250 millions en 1978, pour une population ayant doublé entre temps) demeurant négligeable en zone urbaine, (alors qu'elle était encore gigantesque en 1954), tandis que la tragédie des bidonvilles substituée à celle des paysans sans terre est un phénomène général dans le monde capitaliste périphérique. L'ampleur de l'écart, en tout cas, dépend largement des critères de sa mesure, par exemple de l'importance relative donnée à certains services (éducation, santé) incontestablement meilleurs dans les villes, ou de la mesure de l'auto consommation rurale.

Les économistes font souvent une fixation sur les taux de croissance, par une sorte de déformation professionnelle. Cependant les réalisations de la Chine maoïste ne peuvent en aucune manière être réduites à ces taux de croissance en question au demeurant très honorables. La révolution chinoise a restitué au peuple chinois le sens de sa dignité, bafouée par l'agression impérialiste, elle a refondé son unité mise en cause par les Seigneurs de la guerre et les compradores, elle a assise cette unité sur le sens de la solidarité sociale produite par les politiques égalitaires mises en œuvre. William Hinton a plus que raison de rappeler ici le rôle positif décisif de la réforme agraire radicale et de la collectivisation qui lui a succédé, laquelle, faisant contraste avec celle imposée en URSS à partir de 1930, a été soutenue par la paysannerie dans son ensemble. Le maoïsme a jeté les bases de la renaissance chinoise. Les réalisations d'apparence prodigieuse des deux dernières décennies auraient été impensables en l'absence de cette révolution. Cela étant la phase maoïste elle même n'a pas été « sans erreurs », parfois graves ; et surtout elle devait atteindre les limites de ce que pouvaient produire les stratégies qu'elle a mise en œuvre et s'essouffler sans avoir véritablement préparé son propre dépassement. Nous reviendrons sur ces questions, que les débats chinois n'aident pas beaucoup à clarifier.

Pour les libéraux de la pensée unique occidentale le maoïsme, comme toute forme de socialisme, est une aberration en soi. Cet a priori parfaitement idéologique, réactionnaire, non historique et sans fondement scientifique, est évidemment repris par la droite chinoise, même si, jusqu'à présent, celle-ci est contrainte de faire preuve d'une certaine modération tant la figure de Mao demeure sacrée en Chine. Cette droite se contente alors d'invectives contre les « crimes de la Révolution culturelle » par exemple pour s'abstenir d'analyser les réalités de la phase maoïste. Certains reprennent la légende orchestrée par les médias occidentaux d'une « famine » ayant occasionné des dizaines de millions de morts, au sujet de laquelle William Hinton fait observer à juste titre qu'il n'en existe aucune preuve ou même trace, démographique par exemple. D'autres, plus modérés d'apparence et se voulant plus scientifiques, placent l'accent, avec exagération systématique, sur tel ou tel aspect discutable, voire erroné, de la stratégie maoïste, pour la rejeter en bloc. Parmi les points soulevés qui reviennent d'une manière répétitive les distorsions du système productif, trop orienté prioritairement vers les industries lourdes et trop méprisant à l'égard du tertiaire ou les ambitions démesurées des communes, ce qui est certainement vrai.

En refusant de discuter sérieusement des erreurs et surtout des limites de la phase maoïste les défenseurs attitrés du maoïsme n'aident pas beaucoup à avancer dans la construction d'une alternative aux solutions préconisées par la droite chinoise.

Les conclusions auxquelles j'étais parvenu sur ces questions du passé (*L'avenir du maoïsme*, 1981 ; *Le projet de la Chine post-maoïste*, 1996 ) ne me paraissent pas avoir été démenties par ce qu'on peut tirer des débats plus récents.

La Chine maoïste marchait sur deux jambes et, contrairement à ce que suggèrent les libéraux d'aujourd'hui comme Justin Yifu Lin, Fang Cai et Zhou Li, n'avait pas tout sacrifié à la priorité de l'industrie lourde. Une priorité non moins attentive était donnée à l'agriculture céréalière dont la production annuelle moyenne est passée de 160 à 280 millions de tonnes entre 1952 et 1978. Ce résultat remarquable – qui entre autre exclut les propos concernant les « famines » - a été obtenu par l'intensification du travail d'une population rurale croissante. Les méthodes mises en œuvre, y compris la collectivisation et le maintien dans les campagnes des quatre cinquièmes de la population du pays, se justifiaient largement. Grâce à ces méthodes la Chine a assuré sa sécurité alimentaire plus qu'aucun autre pays du tiers monde, dont beaucoup étaient infiniment mieux dotés par la nature, et a évité la bidonvilisation de ses villes. Mais il reste que ce système a donné tout ce qu'il était en mesure de produire et plafonnait à la fin des années 1970, le nombre de journées de travail pour chaque adulte rural actif étant passé de 160 jours en 1957 à plus de 250 en 1975.

Simultanément la Chine maoïste a fait sauter le second goulot d'étranglement que représentait la misère de ses industries de base au lendemain de sa révolution, portant en un quart de siècle sa production d'électricité de 7 à 256 de kwh, celle du charbon de 66 à 618 millions de tonnes et celle d'acier de un à 32 millions de tonnes. Il fallait donner, dans cette première phase, une priorité à la mise en place de ces bases incontournables de toute industrialisation digne de ce nom. Cela étant il n'est pas inutile de savoir que ces résultats remarquables n'excluent en aucune manière les erreurs.

Par exemple, le niveau faible de développement des forces productives dans l'agriculture n'exigeait pas que la collectivisation dépasse pour l'essentiel le cadre des équipes, les responsabilités des brigades et des communes n'ayant que peu de prise sur la réalité de l'organisation du travail. Mais la rationalité des communes, en avance sur les exigences immédiates de l'organisation de la production agricole, trouvait sa justification sur d'autres plans, par l'apprentissage de l'administration et des valeurs culturelles du socialisme (l'égalité) et par la création des conditions d'une déconcentration de l'industrie. Les « cinq petites industries » confiées largement aux initiatives locales ont été l'école d'apprentissage qui a permis plus tard l'explosion remarquable des industries implantées en zones rurales. (je renvoie ici à *L'avenir du maoïsme*).

L'effort déployé dans le domaine des industries de base a sans doute été trop loin. La preuve en est que la consommation par unité de PIB est en Chine de 2,90 pour l'énergie et 127 pour l'acier contre respectivement 1,05 et 45 aux Etats Unis (Yifu Lin). Simultanément, comme les industries lourdes n'offrent que peu d'emplois, cette distorsion a entravé la réduction de la main d'œuvre rurale excédentaire et son transfert vers les industries urbaines. Il reste que cette distorsion, produite par une référence dogmatique au modèle soviétique, a été critiquée par Mao lui même très tôt dans les thèses qu'il proposait concernant « les dix grands rapports » (1956) et la réhabilitation de l'industrie légère. Il est vrai, hélas, que ces critiques n'ont pas été entendues comme il l'aurait fallu par l'ensemble de l'appareil du Parti et de l'Etat. La distorsion entraînait également un effort insuffisant dans le domaine des services (notamment ceux qui sont en rapport direct avec l'amélioration de l'efficacité des circuits financiers et commerciaux) dont la part dans le PIB n'était que de 24 % en 1978, contre 28 % pour l'agriculture et 48 % pour l'industrie (et trois quarts de celle-ci pour l'industrie lourde).

La participation de la Chine au commerce mondial, encore très faible en 1978 (21 milliards de dollars), n'était pas intégralement le résultat d'un choix positif de la Chine mais en partie tout au moins celui des stratégies d'isolement imposés par l'impérialisme puis par la rupture avec l'URSS. Il reste que les distorsions signalées handicapaient l'essor possible d'exportations d'industries légères fondé sur l'avantage comparatif – discutable – de la main d'œuvre à bon marché (on reviendra sur ce sujet).

L'ensemble de ces stratégies mises en œuvre entre 1952 et 1978 s'est soldé par une croissance de la consommation finale modeste (2,2 % par an selon Yifu Lin) en comparaison de celle du PIB. Autrement dit l'efficacité des investissements était décroissante au fur et à mesure que s'affirmaient les erreurs et distorsions signalées. Ou encore que, comme dans le carroussel imaginé par Tougan Baranovsky, les biens d'équipement produits étaient affectés à la production d'autres biens d'équipement, remettant à plus tard leur affectation à la production de biens de consommation. Ce gaspillage de moyens signalait qu'on atteignait les limites historiques de ce que permettaient les choix du modèle de planification centralisée. Encore faudra-t-il préciser que la substitution du concept de compétitivité à celui d'efficacité ne constitue pas une réponse correcte au défi (la démonstration de cette distinction nous entrainerait loin de notre sujet).

**3.** Vers la fin des années 1970 le système de la planification centralisée et les choix qui lui furent associés devaient de toute manière être profondément réformés. Il fallait passer à une phase nouvelle de développement. Il ne s'agit donc pas de savoir s'il fallait « maintenir le système » tel qu'il était ou l'abandonner mais de savoir quelles réformes auraient pu être envisagées pour à la fois accélérer le développement et approfondir – plutôt qu'affaiblir – son contenu potentiellement socialiste.

Les étapes et les directions des réformes mises en œuvre à partir de 1978 sont connues. Sur ce plan la Chine n'est pas tombée dans le piège de la « thérapie de choc » dont les effets destructifs du tissu social, politique et économique sont aujourd'hui évidents. La classe dirigeante chinoise a choisi l'option de « traverser la rivière par sauts successifs d'un rocher du gué à l'autre » selon sa propre formule. Cela étant la nature de ce qui attend la Chine de l'autre côté de la rivière reste sujet de débat. Le discours et la pratique dans ces domaines concernent à la fois la gestion micro et macro économique, et le contenu social et politique du projet.

La réforme repose sur le principe de l'éclatement de l'unité absolue du système qui englobait toute l'économie du pays gérée par son propriétaire exclusif (l'Etat) comme s'il s'agissait d'une entreprise unique. De ce fait la planification centralisée abolissait les rapports marchands, mais en apparence seulement parce que les biens de consommation finale demeuraient soumis en définitive aux contraintes de la demande et que les salaires des travailleurs et les revenus des paysans - la source principale de celle-ci - , constituaient la contrepartie d'une force de travail traitée en définitive elle aussi comme une marchandise. Que le marché du travail fut régulé, l'Etat garantissant l'emploi, n'abolit pas le caractère marchand de la force de travail, soumise aux impératifs de l'organisation de la production. Il en est ainsi tant que les producteurs ne sont pas devenus les maîtres de toutes les décisions, à tous les niveaux, concernant l'organisation de la production. La régulation « socialiste » du marché du travail n'est, en l'occurrence, qu'une forme radicale que celles de la régulation de ce marché mises en œuvre dans l'Occident capitaliste dans le cadre du Welfare State. C'est

pourquoi je qualifie le système des prix dans le modèle de la planification centralisée de système « paramarchand ».

En optant pour l'éclatement de ce système le pouvoir choisit en effet de rapprocher davantage le système économique de celui d'un système marchand authentique. L'autonomie de l'unité de base – l'entreprise ou le groupe d'entreprises – que celle-ci soit la propriété de l'Etat, d'une collectivité quelconque (y compris celle constituée par ses propres employés dans le cas de l'auto gestion) ou d'un capitaliste privé est la condition de ce rapprochement.

L'unité systématique propre à la planification centralisée en question avait d'ailleurs une dimension politique évidente, chaque individu étant enregistré dans une structure fixe (administration, entreprise urbaine, commune rurale), ce qui permettait la planification (ou le contrôle, comme on voudra) des affectations (lieu et type de travail et de responsabilité). Dans les conditions de la Chine ce système était en fait fondé sur un dualisme villes/campagnes (Li Peilin, Cai Fang, Zhang Zhuyuan). En effet la priorité donnée aux industries lourdes peu créatives d'emplois imposait le contrôle et la limitation du transfert de main d'œuvre des campagnes vers les villes.

Un tel système s'avérait effectivement efficace tant que s'imposaient la priorité à la création d'une base solide pour l'industrialisation d'une part et la possibilité d'augmenter la production agricole par intensification du travail d'autre part. Mais à partir du moment où le système industriel doit satisfaire une demande finale considérablement plus volumineuse et diversifiée et où l'augmentation de la production agricole ne peut plus se faire que par l'intensification de l'usage d'équipements et d'inputs autres que le travail, dégageant un surplus de main d'œuvre, l'affirmation de l'unité du marché du travail national devient nécessaire.

Cette affirmation – l'abolition des contrôles administratifs concernant le déplacement des individus – qui est celle de la liberté (bourgeoise) supprime par là même la garantie d'emploi et de revenu qui ne dépend plus que de l'efficacité de la politique macro économique et du degré de priorité donné éventuellement à l'objectif de plein emploi. Les travailleurs chinois ont compris l'ambiguïté de la situation nouvelle qui leur était faite. Ils apprécient le gain de liberté qu'elle comporte, mais savent qu'il leur faut désormais lutter pour que leurs droits sociaux (en premier lieu au travail) soient respectés. Sur ce plan la Chine n'est pas tout à fait dans la situation des pays du tiers monde capitaliste : les travailleurs, qui gardent le souvenir de la révolution qu'ils ont faite, savent se défendre comme en témoignent les centaines de milliers d'actions et de grèves qu'ils conduisent chaque année, dont on parle fort peu.

La soumission de la gestion micro économique au principe du marché implique toute une série de règles mises en œuvre progressivement au cours de la décennie des années 1990. Pour les entreprises il s'agit de la liberté d'embauche, de licenciement (fut-il relativisé par quelques conditions), de négociation (collective ou individuelle ?) des salaires, de fixer les prix de leurs produits, mais aussi la contrainte financière associée à l'emprunt des capitaux auprès d'institutions financières se substituant aux transferts gratuits administrés par le budget de l'Etat.

La réforme avait démarré, comme on le sait, par la responsabilisation des ménages ruraux et la dissolution ultérieure des communes (1978-1984), puis l'extension des règles du marché à l'allocation micro économique des ressources – biens intermédiaires, biens d'équipement et moyens financiers (1984-1991), enfin la réforme de l'environnement macro-économique par



la substitution d'un impôt sur le profit aux prélèvements directs, contrepartie des allocations budgétaires gratuites (à partir de 1992). Elle est aujourd'hui fort avancée.

La réforme – entendue comme l'affirmation de rapports marchands se substituant aux rapports paramarchands de la planification centralisée telle qu'elle avait été conçue et mise en œuvre jusqu'aux années 1980 – était inévitable et sans doute nécessaire pour éviter la dégradation de l'efficacité du système économique. Mais il y a réforme et réforme ; et la gamme des choix alternatifs possibles demeure ouverte, à partir du moment où l'on refuse la dogmatique du libéralisme.

D'abord un système marchand n'implique en aucune manière l'exclusivité ou même la prédominance de l'entreprise privée. Il reste qu'une gestion micro-économique fondée sur les seuls principes de la rationalité capitaliste (la rémunération marchande de tous les « facteurs de la production », la concurrence des entreprises et la maximisation du profit) ne produit nullement une « allocation optimale des ressources » comme le prétend la théorie dite de « l'économie pure », mais beaucoup de gaspillages et de distorsions associés à l'inégalité sociale systématique qu'elle promeut . Il en est ainsi quand bien même la forme dominante de la propriété serait publique. Une stratégie de développement digne de ce nom exige alors une régulation forte des rapports marchands, qui aille au delà de la juxtaposition de politiques macro-économiques segmentaires correctives (interventions fiscales, politiques de gestion du crédit, interventions dans la gestion de la devise nationale et du commerce extérieur etc ...) . On a besoin de donner une cohérence d'ensemble à ces politiques macro économiques si l'on veut qu'elles servent les objectifs nationaux et sociaux qui définissent le projet de développement en question, par exemple le plein emploi, la réduction des inégalités sociales et régionales, le renforcement de l'autonomie de la nation dans le système mondial. Cela s'appelle opter pour une planification centrale qui ne saurait en aucune manière être confondue avec la planification centralisée du modèle soviétique.

L'opposition simplifiée « planification centralisée (paramarchande de type soviétique) ou « liberté des marchés » (« dérégulés » selon la dogmatique libérale) exclut d'emblée l'option la plus efficace économiquement et la plus progressiste socialement dans les conditions de la Chine contemporaine (et de tout autre pays, plus ou moins avancé dans le développement de ses forces productives). Cette option caractérisée par la dominance de formes publiques et coopératives de l'entreprise, un recours large aux rapports marchands et leur encadrement par une planification centrale, pourrait alors définir une étape nouvelle de la longue transition au socialisme. Qu'on l'appelle si l'on veut « socialisme de marché » ne me paraît pas inacceptable, mais à condition que les trois caractères mentionnés ici soient articulés d'une manière suffisamment forte pour que celui-ci ne soit pas vidé de tout contenu social et national progressiste.

Il importe donc de voir dans quelle mesure le développement de la Chine au cours des deux dernières décennies a répondu à ces exigences.

**4.** Durant les trois décennies du maoïsme (1950 à 1980) la Chine avait déjà enregistré une croissance exceptionnelle – 6,2 % l'an en moyenne – c'est à dire, selon la Banque Mondiale elle même, pourtant peu favorable au régime, un taux double de celui de l'Inde ou d'une quelconque grande région du tiers monde. Cela étant les performances des deux dernières décennies du siècle apparaissent encore plus extraordinaires : 6,8 % l'an pour le PIB per capita (Li Jing Wen, Zhang Xiao) ! Aucune grande région du monde n'a jamais fait mieux dans l'histoire.

Ce qu'il faut néanmoins rappeler avec force ici, c'est que ces réalisations sans pareilles n'auraient pas été possibles en l'absence des bases économiques, politiques et sociales construites au cours de la période précédente. L'accélération du développement a été accompagné par un bond en avant des taux de croissance de la consommation passée de 2,2 % l'an pour la période de 1952-1977 à 7,4 % pour celle qui suit de 1978 à 1994 (Justin Yifu Lin – Fang Cai – Zhou Li). Autrement dit tandis que dans la période maoïste la priorité était donnée à la construction d'une base solide à long terme, la nouvelle politique économique a mis l'accent sur l'amélioration immédiate de la consommation rendue possible par l'effort précédent. Que la distorsion en faveur de la construction des bases à long terme ait caractérisé les décennies maoïstes n'est pas une hypothèse absurde. Mao lui même avait préconisé de corriger le tir dans ses « Dix grands rapports ». Mais en sens inverse l'accent placé sur les industries légères et les services à partir de 1980 ne peut durer indéfiniment, car la Chine en est encore à un stade qui exige l'expansion de ses industries de base.

Le renversement des priorités se traduit dans les chiffres par une modification sensible des proportions que chacun des quatre grands secteurs (agriculture, industrie lourde, industrie légère, services) occupe dans le PIB. La part de l'agriculture décline, de 28 % en 1978 à 21 % en 1995 et 10 % prévu pour 2010 ; au bénéfice du tertiaire dont les parts passent de 24 à 31 puis 40 % en prévision tandis que celle de l'industrie demeure stationnaire autour de 48-50 % (Li Jingwen – Zhang Xiao). Simultanément, au sein du bloc industriel la part des industries lourdes décline de 75 à 45 % (Yifu).

La nouvelle stratégie chinoise se rapproche de celle de l'Inde dans sa structure (priorité à l'industrie légère et aux services, sous prétexte de tirer avantage de la main d'œuvre à bon marché) sinon dans ses taux, qui demeurent considérablement plus élevés en Chine.

Taux annuels de croissance 1980-1993

	CHINE	INDE
PIB	9,6	5,2
Agriculture	5,3	3,0
Industries	11,5	6,2
Services	11,1	6,4

(Justin Yifu Lin – Fang Cai – Zhou Li)

L'avantage de la Chine n'est pas dû à la structure de la stratégie choisie, fondée sur les mêmes principes que celle de l'Inde, mais précisément au fait que dans la période maoïste précédente une base avait été construite en Chine, supérieure à celle de l'Inde par ses potentialités de soutien au développement d'ensemble. Si donc la Chine devait poursuivre cette même stratégie le taux de sa croissance devrait à son tour s'affaiblir pour se rapprocher de celui de l'Inde. Car la stratégie en question, fondée sur l'option dite de l'avantage comparatif de la main d'œuvre bon marché, loin de maximiser et d'optimiser le développement comme le prétend l'idéologie du libéralisme dans son éloge inconsidéré du marché, est au contraire source à la fois d'un gaspillage grandissant (sur lequel on reviendra) et d'approfondissement des inégalités sociales et régionales, à terme réductrice de l'efficience.

La forte croissance des services observée pour les deux dernières décennies compense sans doute un retard marqué pris dans ce domaine au cours de la période maoïste. Mais à terme elle est porteuse des formes du gaspillage spécifiques du capitalisme sur lesquelles la dogmatique libérale reste parfaitement muette.

L'option en faveur de la logique du marché n'implique pas automatiquement la privatisation, bien qu'elle l'encourage en fait. C'est ainsi que la part de la propriété d'Etat (en pourcentage du PIB) est tombée de 56 % en 1978 à 41 % en 1996, celle de la propriété collective de 43 à 35 % tandis que le privé, inexistant à l'époque maoïste, participe désormais pour 24 % du PIB. En 1996 l'Etat employait 112 millions de travailleurs urbains, les collectivités 30 millions et le privé 30 millions également (Lui Rong Cang).

Le plus grave sans aucun doute est l'aggravation de l'inégalité dans la répartition sociale du revenu, et - plus discutable - dans les rapports villes/campagnes et dans la répartition régionale du produit et du revenu. Ces évolutions négatives sont en partie le produit difficilement évitable de l'accélération de la croissance et des réformes institutionnelles en faveur du marché - quand bien même elles auraient pu être considérablement réduites par une planification économique et sociale centrale à la hauteur des défis, ce qui n'a pas été le cas, le pouvoir s'étant contenté de politiques macroéconomiques conjoncturelles insuffisantes.

Mesuré par le coefficient de Gini, le degré d'inégalité est passé pour le secteur urbain de 0,16 en 1978 à 0,28 en 1995, pour le secteur rural de 0,21 à 0,34, tandis que le ratio revenu urbain moyen est passé de 2,36 à 2,79 (Zhao Renwei).

Dans les zones urbaines, où sont concentrées les industries modernes et les services comme le nouveau capitalisme privé, la forme principale de la nouvelle inégalité est associée à la constitution d'une nouvelle « classe moyenne » de professionnels salariés (mieux payés dans le secteur privé et dans certaines entreprises locales propriété formelle des municipalités, des provinces et d'autres collectifs - question sur laquelle je reviendrai), et de petits entrepreneurs. Il y a aussi des « nouveaux riches » - et même très riches - surtout parmi les entrepreneurs (d'origine Chinois de l'extérieur pour la plupart) associés à l'Etat, aux collectivités et au capital étranger dans des « joint ventures ». Y-a-t-il de « nouveaux pauvres » ? La suppression de la cloison administrative étanche qui isolait les ruraux du marché du travail urbain et la dissolution des communes ont libéré une population rurale « excédentaire » qui a afflué vers les villes. De surcroît le ralliement du secteur public urbain au principe du licenciement possible a aggravé le chômage, qu'on ne connaissait pas à l'époque maoïste. Le chômage et la précarité frappent aujourd'hui un septième des actifs urbains (Lin Wenpu). Le nombre des licenciés du secteur public depuis le début des réformes jusqu'à la fin 1997 s'élevait à 13 millions, dont la moitié seulement ont été reclassés, beaucoup (mais certainement pas tous) étant passés selon les uns à un secteur informel nouveau, ou recrutés par l'expansion du secteur privé (Zhang Zhuoyan).

La forte augmentation de l'inégalité dans le monde rural, exprimée par celle du coefficient de Gini mentionné plus haut, relève de différentes causes de statuts différents. L'ouverture d'une demande urbaine en forte expansion portant sur des produits alimentaires autres que les céréales (légumes, fruits et viandes) a évidemment bénéficié aux régions géographiquement les mieux placées, accusant la pauvreté relative des autres. Le système des Communes avait déjà amorcé une industrialisation rurale, destinée entre autre à employer utilement l'excédent de population que l'industrie urbaine ne pouvait absorber. Cette expansion a véritablement

explosé à partir de 1980. On compte aujourd'hui par centaines de milliers les entreprises rurales de statuts divers. Les unes sont carrément privées, mais la plupart sont formellement « collectives », leur propriété relevant d'organismes locaux divers. La réalité sociale qui se profile derrière l'apparence juridique demeure néanmoins floue masquant des intérêts privés inavoués de notabilités. Or cette expansion prodigieuse des entreprises rurales a été et demeure fortement inégalement répartie sur le territoire national, les districts riches ayant eu la possibilité d'en financer la mise en place avec beaucoup plus de facilité que les autres (Zhao Renwei).

A l'époque maoïste la cause presque exclusive d'inégalité au sein du monde rural relevait de l'héritage historique et de la qualité des terres ; cette inégalité était donc quasi-synonyme d'inégalité régionale. Au sein des communes – pauvres ou riches - une très forte égalité était maintenue les « points » distribués aux membres des équipes étant pratiquement distribués également. Avec la responsabilisation des ménages cela n'est plus le cas. Bien que jusqu'à présent le contrôle de la puissance publique sur la dévolution des terres données en usufruit aux familles paysannes (et l'absence d'un marché des terres agricoles) soit parvenu à éviter le pire, c'est à dire la polarisation gigantesque qui caractérise tous les pays capitalistes du tiers monde, une source nouvelle d'inégalité entre les ménages ruraux est apparue du fait que l'accès aux inputs (crédits, équipements, engrais etc. ...) est soumis à beaucoup d'aléas conjoncturels qui frappent inégalement les uns et les autres. La pauvreté, qui est évidemment toujours relative et ne répond à aucune conceptualisation rigoureuse possible, a toujours existé dans les campagnes chinoises. L'égalité au sein des communes et la politique de l'Etat avaient néanmoins permis, à l'époque maoïste, de mettre un terme aux misères extrêmes de la Chine traditionnelle et notamment aux famines. Les discours et écrits relatifs aux prétendues « famines » de l'époque maoïste relèvent d'une propagande mensongère dont aucun fait n'a établi la réalité, comme l'écrit à juste titre William Hinton. Par contre il y a désormais des familles rurales appauvries, surtout en termes relatifs. Cet appauvrissement - qui est à l'origine du nouvel exode rural – est d'autant plus mal vécu qu'il se situe dans une phase d'amélioration sensible du revenu de la grande majorité des ruraux, encore plus marquée pour une petite minorité. Il suffit de voyager à travers les campagnes chinoises – comme j'ai eu l'occasion de le faire – pour le voir de visu. Je note par ailleurs que nulle part en Chine je n'ai pu observer ce qui est commun dans tout le reste du tiers monde : une misère abjecte à grande échelle. Et les villages de Chine que j'ai pu visiter, même dans des régions classées pauvres, rappellent ceux de l'Europe pauvre d'il y a un demi siècle et en aucune manière ceux du tiers monde contemporain qu'il s'agisse de l'Inde, de l'Egypte, du Mexique, du Brésil ou de l'Afrique subsaharienne.

La combinaison des coefficients de Gini rural et urbain considérés dans leur évolution aide à analyser avec plus de précision l'évolution du rapport villes/campagnes. Le sujet reste l'objet de controverses.

Selon certains il y avait toujours eu un rapport inégal en faveur des villes à l'époque maoïste, en dépit des affirmations contraires des défenseurs du système de l'époque. Le rapport revenu moyen urbain/revenu moyen rural aurait été de 2,3 à 2,5 en 1978 (Zhao Renwei). L'explication de cette inégalité est simple et, au moins en partie, convaincante. Le système des salaires et des prix, homogène pour tout le pays donnait aux villes un avantage certain (pas de pauvreté en ville) par rapport aux campagnes qui subissaient de plein fouet l'effet des inégalités régionales. Le système maoïste n'avait pas réalisé l'égalité – objectif du salaire de base urbain et du revenu moyen du paysan, mais plutôt aligné le salaire urbain sur le revenu rural moyen des régions riches. Mais cette comparaison en termes de niveau de vie, demeure

difficile car les urbains sont (toujours) relativement privilégiés sur certains plans (qualité de l'éducation et de la santé, accès aux services administratifs), tandis que d'autres avantages au bénéfice des ruraux (l'auto consommation) ont été peut être – comme presque toujours – sous évalués. S'il y a moins d'inégalité apparente villes/campagnes en Inde (le rapport est ici de 1,4) c'est tout simplement parce qu'en Inde, comme ailleurs dans le tiers monde la pauvreté de la majorité des urbains ne le cède pas en abjection à celle des ruraux (Zhao Renwei). Comment a évolué ce rapport ville/campagne ? Il semble que le ratio en question ait évolué en faveur des campagnes dans un premier temps (le rapport tombe à 1,7 en 1984 - Yifu) pour remonter ensuite (il serait en 1994 de 2,6 – même source). Cela s'expliquerait par le fait que la réforme a commencé par les campagnes mais que l'essor ultérieur de la modernisation des villes a gommé l'avantage provisoire acquis par les ruraux. C'est fort plausible.

En tout état de cause si l'inégalité grandissante constitue un problème véritable, par sa portée et sa signification sociale et politique, la question de la pauvreté par contre se pose dans des termes différents. La situation de la Chine au lendemain de sa révolution était celle du tiers monde capitaliste : pauvreté abjecte dominante dans les villes et les campagnes. Le maoïsme a réduit cette pauvreté, devenu en 1978 négligeable en zone urbaine et réduite à 250 millions de ruraux concentrés pour 80 % d'entre eux dans les provinces du nord-ouest et du sud ouest (pauvres mais non frappés par la famine !). Des enquêtes de qualité conduites en Chine par de nombreux chercheurs qui ne sont ni moins compétents ni moins indépendants que leurs correspondants occidentaux, il ressort que la pauvreté rurale aurait été réduite à environ 50 millions de personnes en 1997 (Liu Wenpu) tandis que, de négligeable en 1978, elle frapperait aujourd'hui 32 millions d'urbains (même source). Chiffres plausibles compte tenu de ce qui a été dit plus haut. Mais chiffres qui cachent les sources nouvelles de l'appauvrissement en zone rurale et de son émergence en zone urbaine. Aussi, contrairement aux propositions faites de « lutte contre la pauvreté » axées sur des « projets ad hoc » comme ceux que propose la Banque Mondiale et que certains intellectuels chinois reprennent à leur compte, je crois peu pour ma part à l'efficacité de ces moyens en l'absence d'une macro politique (planification centrale) qui s'assigne directement cet objectif et lui donne la priorité qu'elle mérite.

La question des inégalités régionales est incontournable pour un pays continent comme la Chine. Mais ici également les conclusions hâtives – dans un sens ou l'autre – n'aident pas à identifier les mécanismes responsables des évolutions et partant l'efficacité de moyens correctifs à proposer éventuellement. Selon l'opinion générale ces inégalités se sont aggravées au cours des vingt dernières années, au profit des provinces côtières qui, depuis les temps modernes, ont été intégrées plus systématiquement dans le capitalisme mondial et où sont concentrées de ce fait les industries et les activités nouvelles.

En fait les causes de ces inégalités sont multiples et leur interaction complexe, tandis que les correctifs éventuels apportés par les politiques d'Etat n'ont pas toujours eu l'efficacité qu'on escomptait d'elles. L'accélération de la croissance à partir de 1952 puis de 1980 est par elle-même productrice d'inégalités régionales ; mais le mode choisi pour cette accélération, notamment en ce qui concerne l'implantation et le type des industries motrices comme en ce qui concerne le mode de développement rural mis en œuvre, a un effet aggravant ou atténuant de ce point de vue.

Les faits établissent que l'écart entre l'état des campagnes dans l'Est et l'Ouest du pays s'est fortement accru entre 1988 et 1995 :

Revenu rural (en yuans constants 1988) :

	1988	1988	1995	1995
	Revenu per capita	Coefficient de Gini	Revenu per capita	Coefficient de Gini
Est	891	0,34	3 150	0,45
Ouest	551	0,29	1 292	0,38

(Sources : Zhao Renwei)

L'augmentation plus rapide du revenu rural dans l'Est du pays n'est pas due exclusivement à celle de la production agricole, favorisée ici par la demande urbaine. S'y superpose celle du revenu produit par les petites exploitations industrielles rurales, favorisée elle également pour les mêmes raisons : une bonne partie de ces entreprises rurales sont d'ailleurs sous traitantes d'industries urbaines.

D'autres sources (Yifu) confirment ce jugement et font remonter l'amorce de l'aggravation de l'inégalité aux origines de la réforme, en 1978. Le ratio revenu per capita Est / revenu per capita Ouest est ainsi passé de 1,2 en 1978 à 1,7 en 1994 ; tandis que les coefficients de Gini ont augmenté, entre les mêmes dates, de 0,13 à 0,19 pour le monde rural et de 0,08 à 0,14 pour le monde urbain.

Mais quel était exactement l'état des choses sur ce plan au démarrage des réformes en 1980 ? La stratégie d'industrialisation de la période maoïste avait tenté de corriger les inégalités régionales par une implantation plus diverse des industries, la part des régions de l'Est dans l'investissement national brut ayant été en moyenne de 45 % contre 30 % pour les régions centrales et 25 % pour celles de l'Ouest. Pendant la période de la révolution culturelle un effort encore plus marqué avait été fait en faveur des régions non côtières. Mais si le type d'urbanisation et d'industrialisation promu alors et l'homogénéité parfaite à l'échelle nationale du système des salaires et des prix ont produit une société urbaine fortement égalitaire et identique pour toutes les provinces du pays, l'inégalité dans le monde rural demeurait forte, commandée par le poids du passé et les conditions naturelles. De sorte que l'un dans l'autre l'inégalité entre ces régions de l'Est et celles de l'Ouest demeurait forte et aurait même eu tendance à s'aggraver pendant la période maoïste. Le coefficient calculé par Simon Zhao Xiaobin propose 0,65 pour la période de 1953-1957 et 0,96 pour celle de 1976-1980. Les deux causes principales de cette détérioration auraient été la plus forte concentration urbaine à l'Est (sachant aussi que le revenu urbain était plus élevé que celui des campagnes) et l'amélioration de la productivité agricole plus forte également à l'Est. Le programme de Deng Xiao Ping se proposait de « corriger l'inégalité villes/campagnes » en faveur du monde rural et les politiques mises en œuvre ont en effet peut être réduit l'écart dans un premier temps entre 1978 et 1984 (date à laquelle le ratio revenu urbain / revenu rural tombe à son minimum : 1,7 – Yifu) mais pour remonter rapidement (1994 : 2,6 – Yifu, déjà cité). La réduction de l'indice d'inégalité régionale proposé par Zha Xiaobin, qui serait tombé de 0,96 pour la période 1976-1980 à 0,62 pour l'année 1990 est, de ce fait, difficile à accepter et contraire à tous les autres indicateurs.

Car en tout état de cause, si la planification centralisée de l'époque maoïste ne s'est avérée que d'une efficacité fort relative en matière d'inégalités régionales – pour ne pas parler d'échec – la libération des forces du marché dans la phase suivante n'a pu qu'accentuer leur ampleur. Cette tendance ne pourrait être combattue avec une efficacité acceptable que par le

moyen d'une planification centrale assise sur la priorité donnée au marché interne et au développement systématique de complémentarités inter provinciales. L'option choisie, qui donne la priorité au marché extérieur, favorise systématiquement les régions de l'Est du pays, et les politiques correctives mises en œuvre sont trop timides pour en enrayer les effets dominants. On est renvoyé alors à la question des rapports intérieur/extérieur dans les concepts de développement des périodes successives maoïste et post maoïste.

L'analyse des inégalités proposée ici ne concerne que les grandes masses urbaines et rurales et les classes ou couches moyennes qui les encadrent. Elle ne dit rien concernant les privilèges des couches dirigeantes, qui, même s'ils ne représentent pas grande chose en termes macro économiques n'en ont pas moins des effets politiques importants et certains.

5. « Marché » est l'un des termes passe partout des réformes depuis 1980. L'autre terme est « ouverture ». La question de l'ouverture, c'est à dire de la participation d'un pays quelconque (la Chine en l'occurrence) à la division internationale du travail et à tous les autres aspects de la mondialisation économique (le recours au capital étranger, l'importation de technologies, l'adhésion aux institutions de la gestion de l'économie mondiale), voire idéologiques et culturels, ne peut être réglée dans les termes polémiques extrêmes – ouverture ou fermeture ! – dans lesquels les défenseurs dogmatiques du néolibéralisme triomphant tentent d'enfermer le débat. Se laisser prendre à ce jeu truqué c'est à coup sûr se placer dans une position qui rend impossible la discussion sérieuse des options véritables qui s'offrent à toute société localisée géographiquement sur la planète Terre.

La question n'est pas même pour l'essentiel une question de « degré d'ouverture », qu'on peut mesurer quantitativement par exemple en termes de ratio volume du commerce extérieur/PIB. De ce point de vue la participation de la Chine aux échanges mondiaux était, jusqu'en 1980, presque insignifiante. Cela s'explique largement par l'hostilité du monde extérieur – blocus forcé – mais aussi par un choix interne qui n'était pas dénué de sens au départ. Un certain repli sur soi même, dans le moment où le pays se concentre tout entier sur les réformes politiques et sociales gigantesques (et positives) que la révolution implique, n'est pas absurde, quand on sait l'ampleur des difficultés supplémentaires auxquelles on est confronté dans les rapports avec le système mondial qui a été et demeure fondamentalement dominé par les impérialistes, donc hostile.

Il faut néanmoins savoir gérer ces relations et être capable même d'en tirer profit . Car pour accélérer le développement qui implique une certaine dose de rattrapage en tout état de cause, il faut emprunter des technologies plus avancées (on ne va quand même pas réinventer la roue !) donc des équipements (qu'on peut importer) ; et il faut les payer par des exportations. Ce qu'on peut offrir sur le marché mondial, c'est évidemment, à ce stade, des produits qui bénéficient de « l'avantage comparatif » de leur forte intensité en travail. Mais il faut savoir alors que dans ce commerce inégal on est exploité et qu'on accepte cette situation – provisoirement – faute d'alternative. Il s'agit donc de planifier d'abord les besoins minimaux en importations qui permettent de maximiser la croissance économique puis d'en déduire le type et le volume d'exportation nécessaires pour couvrir ces besoins. Ce minimum d'exportation nécessaires – et non le maximum du possible – n'est pas nul. Et il était devenu très certainement largement supérieur à ce qu'était son volume en 1980. Que la réforme se soit donc proposée, dans un premier temps, de relever le défi et pour cela de donner une certaine priorité aux industries exportatrices potentielles capables d'y répondre le plus vite n'est pas absurde.

Le danger apparaît lorsque le succès de cette option inspire un renversement de l'ordre des enchaînements qui commandent la logique de la stratégie d'un développement digne de ce nom. Celle-ci implique la soumission des objectifs quantitatifs du commerce extérieur aux exigences du déploiement du projet de développement qui assure le renforcement de la solidarité sociale à l'intérieur et partant la capacité de s'imposer à l'extérieur avec le maximum d'autonomie. La dogmatique libérale propose exactement le contraire, c'est à dire l'inscription maximale dans la division internationale du travail fondée sur la priorité donnée à l'expansion des activités pour lesquelles le pays « bénéficie » de l'avantage comparatif de sa main d'œuvre abondante. La première option est celle que j'ai qualifiée de « déconnexion », qui veut dire refus de la soumission à la logique dominante du système capitaliste mondial et non pas autarcie ; la seconde est celle de l'ajustement toujours passif en réalité (même lorsqu'on le qualifie « d'insertion active ») aux exigences de l'intégration au système mondial.

Tous les économistes vulgaires ont toujours proposé la seconde solution et continueront de le faire. Leurs arguments seront toujours les mêmes et rien ne distingue ici ceux des libéraux chinois (Justin Yifu Lin, Fang Cai, Zhou Li, Zhang Liqing et bien d'autres). Aucun de ces arguments n'a la moindre solidité scientifique, étant tous dérivés d'un a priori faux (que les prix déterminés sur des marchés dérégulés produisent la croissance optimale ...). Cette « théorie » n'est donc rien de plus qu'une pétition de principe qui découvre dans ses conclusions ce qu'elle a mis dans ses prémisses. Le discours sur les bienfaits de l'option recommandée (se laisser guider par les indicateurs du marché mondial) devient rapidement oiseux et évacue les véritables défis. On affirme alors que la mondialisation dans laquelle elle s'insère et qu'elle produit est synonyme de paix ! , comme si l'hégémonisme des centres capitalistes qui dominent le système et en particulier celui des Etats Unis n'avait aucun rapport avec la logique du développement capitaliste mondial polarisé auquel cette option est associée. On fait donc une double impasse, à la fois sur le contenu social interne de classe des rapports marchands dominants et sur le caractère impérialiste du système mondial dans lequel ces rapports s'insèrent. De surcroît rien, dans l'histoire du capitalisme réellement existant, ne confirme les conclusions de cette « théorie » d'un système imaginaire : l'histoire de la mondialisation capitaliste n'est pas celle du succès des politiques de « rattrapage » fondées sur l'ajustement en question et les avantages comparatifs. Elle est au contraire celle de la polarisation centres impérialistes dominants / périphéries compradorisées, soumises et surexploitées produite par cette forme d'insertion.

Un pas de plus dans la dérive libérale est proposé par les défenseurs de la « libéralisation » des flux de capitaux (« l'ouverture du compte capital » pour utiliser le jargon de la profession) et de l'abandon de la gestion publique du taux de change. Ici également je ne vois rien de plus dans l'argumentation des libéraux chinois (Xie Ping, Gao Hailong et d'autres) que la répétition des pétitions de principe du libéralisme (comme par exemple : la monnaie étant une marchandise comme une autre, la dérégulation maximale de son marché produit la solution optimale pour tous, car les intérêts de tous sont convergents et non conflictuels ...). De tels discours – mis en avant par le FMI au début des années 1990 en réponse aux exigences du capital financier mondialisé – ont produit dans un délai record la crise dite financière du Sud-est asiatique et de Corée en 1997. Cette crise n'a pas contraint les libéraux chinois à nuancer leurs options fondamentales puisqu'ils continuent de soutenir la priorité de principe aux industries « export-orientées », reprennent les discours du FMI attribuant la crise à des causes qui, bien que réelles, n'en sont pas moins secondaires (comme les excès des systèmes bancaires locaux etc. ...), et partant à mettre l'accent, pour ce qui est des réformes à promouvoir, sur celles qui concernent le système bancaire (qu'il faudrait « rendre plus sain »).



La responsabilité des stratégies mises en œuvre par les capitaux financiers étrangers qui ont tiré de gigantesques profits de cette crise et continuent à le faire est parfaitement gommée. Elle ne doit pas faire l'objet de la moindre question. Les nuances de langage – du type « faire les réformes (celles qui s'inscrivent dans la perspective d'une inscription renforcée dans la mondialisation financière), mais avec « précaution » - n'apportent pas grande chose dans le débat.

En dépit de toutes leurs faiblesses intrinsèques, les propositions néo-libérales tiennent leur force de deux arguments.

Le premier est « l'exemple coréen » (et celui de Taiwan). Voilà en effet deux pays, que les Chinois connaissent bien et dont le second leur tient à cœur, qui semblent être bel et bien engagés sur la voie d'un rattrapage sérieux (ce n'est pas le cas des pays du Sud-est asiatique), ont opté pour une stratégie « d'ouverture » et ont néanmoins su et pu grimper dans les échelons de la division internationale du travail. Les raisons particulières (y compris géostatégiques) de ces « succès » ne peuvent pas être discutées dans ce papier, comme la vulnérabilité de l'économie coréenne, soumise aujourd'hui de plein fouet, à l'occasion de sa « crise financière », à une stratégie de recompradorisation que les Etats Unis tentent de lui imposer. En tout état de cause ce qui serait à la rigueur possible dans des situations exceptionnelles (et je doute même qu'il en soit ainsi) n'est pas la règle, encore moins pour un pays immense et contrasté comme la Chine.

Qu'on prenne par exemple la question de l'adhésion à l'OMC à laquelle le gouvernement chinois s'est rallié. L'application des règles imposées au commerce international par le traité fondateur de cette institution ne pourrait, d'évidence, qu'entraîner un désastre pour l'agriculture chinoise, obliger la Chine à renoncer à l'autonomie alimentaire qu'elle a acquise au prix de tant d'efforts, démanteler ses industries de base sous prétexte de leurs « coûts exorbitants », faire renoncer le pays à toute perspective de s'affirmer au plan technologique etc. ... Il se peut qu'on pense qu'il sera possible d'échapper à ces règles, par un moyen ou un autre. Je n'ai pas entendu de preuves convaincantes allant dans ce sens. Au demeurant, après Seattle, l'OMC elle même est en crise. Alors pourquoi se presser d'adhérer à une institution qui est peut être mort-née ? Un pays comme la Chine ne disposerait-il pas d'une marge de négociation considérablement plus large s'il restait en dehors de l'institution ? Questions qui ne me paraissent guère avoir été discutées – du moins en public. Et auxquelles on substitue des arguments faciles : le système de régulation administrative du commerce extérieur n'est ni d'une efficacité prouvée (étant de surcroît moyen de corruption facile), ni tenable à terme (Zhang Liqing). Oui certes, mais l'argument signifie alors seulement qu'on opte en faveur du libéralisme parce qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse proposée autre que le maintien d'un système caduc. L'argument tient sa force de ce qu'effectivement au lieu de proposer une véritable réforme de la planification du commerce extérieur les adversaires du libéralisme s'en tiennent à la défense de lambeaux d'un système décrépît.

C'est ce même type de situation qui prévaut dans le débat concernant les options en matière de gestion du change. Les défenseurs du passé ne proposent rien d'autre que le maintien d'un change fixe géré administrativement par la Banque centrale, facilitant ainsi la tâche des libéraux qui peuvent développer les dissertations académiques habituelles sur les avantages et les inconvénients de « l'ancrage » (« pegging ») à une ou plusieurs devises dominantes, de la « flexibilité » absolue (jugée à juste titre irréaliste ... le moins qu'on puisse dire) et proposer finalement un empirisme sans perspective claire (améliorer la flexibilité par des politiques de régulation plutôt que des moyens administratifs ... comme si les politiques de régulation en

question ne méritaient pas d'être clairement exprimées dans leurs principes directeurs tout au moins et que leur mise en œuvre n'exigeait pas celle de moyens administratifs !).

Une chose est certaine : l'option libérale marché-ouverture vulnérabilise la société et l'Etat chinois, affaiblissent sa capacité de faire face au défi réel que constitue la stratégie hégémoniste des Etats Unis et de ses alliés subalternes de la Triade (l'Europe et le Japon) et dont l'objectif proclamé est d'empêcher par tous les moyens – guerre et démembrement du pays inclus – que la Chine ne devienne une grande puissance et un concurrent réel. La campagne systématique sur le Tibet et le soutien renouvelé aux indépendantistes de Taiwan constituent l'autre face de la même médaille.

6. La réforme du système économique et social chinois, bien qu'avancée, est loin d'être achevée, laissant encore ouvert le choix entre une option capitaliste sans restrictions (autres que mineures ou verbales) et celle d'un « socialisme de marché » compris comme une étape dans la longue transition au communisme.

Dans l'immédiat deux ensembles de réformes institutionnelles complémentaires mais non moins importantes sont d'ores et déjà envisagées, dont la nécessité, dès lors qu'on a admis le principe du marché (fut-il régulé à l'extrême par une planification centrale, ce qui n'est pas le cas jusqu'ici), n'est pas discutable.

La première série de ces réformes concerne le système bancaire, mettant un terme à la confusion Trésor Public – Banque unique et lui substituant une variété d'institutions financières et bancaires spécialisées. Le marché fut-il soumis au Plan induit un gonflement des moyens monétaires et de leur circulation, sans commune mesure avec leur réduction à l'extrême dans le système de la planification centralisée de type soviétique. Le ratio monnaie / PIB, qui se situait autour de 0,067 en 1979, s'élevait déjà à 0,186 en 1993 et ne cesse d'augmenter. La gestion rationnelle et efficace de ces masses liquides et semi liquides, de quelque type soit-elle (libérale, maîtrisée ou contrôlée) exige la mise en place d'institutions et de réglementations appropriées, inexistantes en 1978.

La seconde série concerne le régime fiscal. La mise en place d'un impôt sur les bénéfices d'entreprise, à des taux identiques pour tous, secteur public et privé, se substituant au système des prélèvements et des subventions décidés unilatéralement par le Plan centralisé (mais nullement nécessaire dans un autre système de planification centrale), s'imposait. Les modalités de la réforme fiscale sont, dans un pays continent comme la Chine, étroitement liées aux concepts politiques concernant l'organisation des pouvoirs et leur partage entre les autorités centrales et les autorités locales (provinciales, municipales et rurales). L'option retenue (cf Fan Gang) est celle d'un système relativement centralisé, dans le sens que les autorités locales n'ont pas droit au déficit de leurs finances et que les types et taux de fiscalité qu'elles peuvent mobiliser à leur profit sont déterminés par les autorités centrales. Cette option me paraît tout à fait raisonnable. Mais elle ne résoud pas par elle-même la question des inégalités régionales, au contraire elle s'y adapte et la reproduit. Ainsi les recettes des budgets locaux représentent-elles de 30 % (pour les régions pauvres) à 120 % (pour les riches) des contributions reversées au budget de l'Etat. Un système de planification centrale pourrait mettre en place une règle de redistribution quelconque (fonds d'investissement affecté aux provinces pauvres etc. ...), comme il en existe ailleurs (Italie ou Allemagne entre autres, voire même à l'échelle européenne), parfaitement légitime et efficace. En contrepoint le discours néo-libéral « à l'américaine » qui fait semblant de s'insurger contre la restriction aux libertés

des contribuables locaux du fait de la loi nationale, s'inscrit en fait dans une stratégie impérialiste qui vise à faire éclater la Chine en accusant le conflit des intérêts régionaux.

Le résultat des politiques fiscales et financières de l'Etat mises en œuvre jusqu'à ce jour n'est pas mauvais en tout cas. La Chine a évité les déficits catastrophiques auxquels la thérapie de choc a soumis les pays de l'Est, l'inflation à deux chiffres, l'endettement extérieur massif.

La question de l'avenir du secteur industriel d'Etat n'a pas encore trouvé de réponse claire, même en termes de principes. La réforme institutionnelle elle-même, qui n'en constitue que le soubassement, n'est pas achevée. Cette réforme, fondée sur le principe de la suppression de la confusion Etat-entreprises d'Etat (la gestion de l'ensemble « comme une entreprise unique »), implique l'autonomie des unités de production (non seulement comptable mais également de décision, fut-elle limitée par la loi et corrigée par le Plan), l'éclatement de certains ensembles (relevant d'un seul Ministère par exemple), le regroupement d'autres pour constituer des holdings particuliers. L'argument anti monopolistique avancé contre ce dernier type de réorganisation par la propagande libérale devrait faire sourire : les économies capitalistes avancées ne sont-elles pas elles-mêmes des économies d'oligopoles ? Le danger que l'oligopole renforce des situations de rente qui gaspillent les ressources n'en est pas moins réel. Mais la solution correcte de ce problème exigerait une planification centrale, ce qu'évidemment les libéraux refusent dans les pays capitalistes !

Ces réformes institutionnelles générales, une fois stabilisées, la tâche de la conduite de réformes destinées à restituer à la grande industrie son rôle moteur dans l'orientation et l'accélération du développement d'ensemble, de faire sauter les goulots d'étranglement, de promouvoir l'innovation technologique, c'est à dire en définitive de répondre aux exigences d'efficacité, reste entière.

Il n'y a pas de réponse abstraite et générale à ces problèmes. La condamnation unilatérale de la propriété publique par le discours néo-libéral n'est que pure propagande sans fondement scientifique ; elle repose sur l'idée – un a priori, faux de surcroît – que le privé est par nature plus « efficient ». La proposition de transformer les entreprises d'Etat en sociétés par actions (que l'Etat se réserve ou pas la majorité de celles-ci, que le reste soit contrôlé par les travailleurs intéressés ou par d'autres) n'apporte aucune réponse aux problèmes concrets qui se posent ici, dans des termes très différents d'un cas à l'autre. Cette proposition, qui n'est pas retenue par le pouvoir jusqu'à ce jour semble-t-il, mais qu'on défend ici et là, suppose implicitement que l'intérêt de l'actionnariat (donc la logique du capital) est le seul intérêt digne d'être pris en considération.

Le secteur d'Etat ne souffre de « maux généralisés » que lorsqu'on le regarde de très loin. Au plan comptable formel il n'est d'ailleurs pas déficitaire dans son ensemble (Yifu Lin). Il est vrai que le déficit des uns ou l'excédent des autres ne sont ce qu'ils sont que dans la structure des coûts en vigueur, tant en ce qui concerne la rémunération du travail (salaires inférieurs à certains secteurs privés en contrepartie de services sociaux), les conditions d'emploi (précarité refusée) et de travail (discipline relâchée ?), celle des emprunts (taux d'intérêts préférentiels ?), des inputs importés (taux de change sous ou sur évalué ? etc. ...). Dans beaucoup de cas sinon dans tous les équipements sont de technologies dépassées ; ce qui n'implique pas que la solution la meilleure soit de fermer ces usines ou de les renouveler intégralement. Confondre efficacité et compétitivité, réduire le premier concept au second, n'a aucune valeur scientifique générale et n'est que le produit-reflet de l'aliénation marchande propre au capitalisme. Il faudrait donc examiner les problèmes posés dans ce secteur

concrètement et au cas par cas, les résoudre de cette manière en dégageant progressivement de ces solutions des principes cohérents avec les exigences de la phase de la longue transition dans laquelle le pays s'engage après avoir franchi celle de l'accumulation extensive et de la planification centralisée. Je n'ai pas l'outrecuidance de me sentir en position d'en dire davantage ici. En tout cas les Chinois ont raison, dans ce domaine, de ne pas se presser.

Les débats concernant l'avenir du secteur privé, l'ampleur de ce qui lui sera ouvert, la nature éventuelle de la maîtrise de son expansion par les politiques macro de l'Etat et les formes éventuelles de planification retenues, le degré de l'ouverture extérieure autorisée à son endroit, sont à peine amorcés.

En bons pragmatiques les autorités ont seulement admis qu'il y avait la place en Chine pour une ouverture à l'initiative privée – ce qui paraît de bon sens au stade actuel de développement du pays. Ce qui s'est engouffré dans cette ouverture est un mélange de choses diverses, de portées idéologiques et sociales non moins différentes, porteuses de dangers plus ou moins sérieux à plus long terme. Il y a des initiatives locales au sens vrai du terme, dont les relations avec les pouvoirs de notabilités sont floues pour le moins qu'on puisse dire ; il y a celles du capital des Chinois de l'extérieur (y compris de Taiwan), dont le pouvoir politique est jusqu'ici limité ; il y a celles du capital étranger contrôlées à divers degrés par les formules de la « joint-venture ». Mais il n'y a encore aucune philosophie politico-économique envisageant à plus long terme les rapports entre le pouvoir, la nation chinoise, les classes populaires et ces intérêts privés. Le débat sur ce terrain doit sortir des limites du pragmatisme au jour le jour. La question de l'organisation du pouvoir politique de l'Etat, de l'autonomie de celle des classes populaires, de l'institution de contre pouvoirs, n'est pas séparable de celles qui concernent l'organisation de la vie économique.

Le principe de la propriété privée a été récemment admis dans un domaine nouveau et y a reçu un début d'application à grande échelle : celui du logement. Jusque là intégralement géré par les pouvoirs publics (Etat, autorités locales, entreprises elles même d'Etat), le logement fait désormais l'objet d'un marché qui n'est plus négligeable. Il y aurait certainement beaucoup à dire – en faveur et en contraste avec ce que j'ai entendu en Chine sur ce sujet complexe.

7. Le bilan qu'on pourrait faire des réformes est donc encore un bilan provisoire, l'évolution amorcée – qui n'est pas parvenue à son terme – étant encore au demeurant, ouverte.

Des réformes s'imposaient. La planification centralisée ne constituait en aucune manière la forme achevée du socialisme, mais seulement la première phase d'une longue transition. Une phase éminemment positive et incontournable, mais qui devrait être dépassée une fois obtenus les résultats qu'on pouvait attendre d'elle. Les défenseurs du maoïsme ne l'ont pas compris (la Révolution culturelle elle même, entreprenante sur d'autres plans, n'a pas jugé utile de toucher aux formes du modèle de la gestion centralisée du Plan) et ont, de ce fait, laissé le champ libre à des « réformateurs » au mieux confus, au pire désireux de restaurer le capitalisme.

J'adopte donc ici une attitude différente de celle des détracteurs systématiques des réformes (cf He Quinglian) qui font comme si le système était déjà parvenu à son terme – la restauration du capitalisme et rien d'autre - , comme de celle de ses défenseurs de gauche (cf

Ajit Singh) qui eux, imaginent que la réforme a déjà mis en place ce fameux « socialisme de marché » qui est le slogan officiel du pouvoir.

Les aspects « positifs » des réformes entreprises à ce jour n'ont pas besoin d'être rappelés : l'accélération de la croissance en résume les différentes dimensions. De surcroît cette croissance a été suffisamment maîtrisée jusqu'ici (et je souligne cette limite dans le temps) pour que ses aspects négatifs (l'inégalité à l'intérieur, la vulnérabilité sur le plan international en résumant les contenus) aient été limités.

Ces résultats ont été obtenus par des options pragmatiques au jour le jour, corrigées par secousses. Succession donc d'années de « surchauffe » caractérisées par l'expansion accélérée du secteur marchand, suivies de moments de « refroidissement » (obtenus par le relèvement des taux d'intérêt, du prix des inputs essentiels – énergie entre autre). Ce pragmatisme ne peut tenir lieu de planification et de réforme sérieuse de celle-ci. De surcroît il multiplie et non réduit les occasions de « négociations » opaques pour la recherche de positions de rente, associées comme cela est toujours le cas – en Chine et ailleurs – à la corruption des fonctionnaires (cf Yifu Lin).

Le danger que le système évolue progressivement, par le moyen de ce pragmatisme sans principes, vers un capitalisme pur et simple, n'est pas théorique. Il constitue déjà le danger majeur. Sans l'organisation authentique des classes populaires privées des moyens d'engager les luttes nécessaires à tout progrès social, la dérive dans cette direction est inévitable. Les courants libéraux à l'intérieur de la Chine et les pressions de l'extérieur agissent activement dans ce sens. Le concept de « socialisme de marché » serait alors vide de tout sens réel ; et le système serait capitaliste sans plus, quand bien même la propriété publique si elle est maintenue (et je doute qu'elle puisse l'être dans ces conditions) inviterait-elle à qualifier cette étape de « capitalisme partiellement d'Etat ». Si la logique de l'étape de la planification centralisée était bien fondée sur quelques distorsions systématiques (taux d'intérêts faibles, sous évaluations du change, salaires nominaux bas, prix subventionnés pour l'énergie, les matières premières et les produits alimentaires de base), l'adoption des principes inverses du marché (taux d'intérêt réels positifs, marchés flexibles pour les changes et le crédit, intégration des marchés du travail et précarisation, dérégulation des marchés en général et ouverture de champs nouveaux par la mercantilisation du sol etc. ...) ne corrige pas les distorsions de l'étape précédente qui avaient été nécessaires en leur temps. Elle en crée de nouvelles – négatives – pour l'étape nouvelle. Car ces règles du marché par elles mêmes ne produisent pas « l'optimum » comme le prétendent les discours académiques des libéraux. Elles sont porteuses d'un gaspillage qui, dans les conditions de la Chine, serait criminel, détruirait tout espoir de progrès social et d'indépendance nationale (les deux termes étant inséparables). La « compétitivité » acquise à ce prix pour des îlots d'une économie moderne noyés dans une masse en régression (au mieux stagnant) n'est pas synonyme d'efficacité. Au contraire elle se situe aux antipodes de l'exigence de l'efficacité de l'ensemble du système.

Or ces gaspillages sont déjà visibles. Comme le montre W. Hinton, une partie de la croissance accélérée de la production agricole a été obtenue au détriment du long terme, qui exige un entretien minutieux du capital foncier, son amélioration par des actions que le marché – toujours commandé par une rationalité à court terme – ne permet pas.

La Chine était parvenue jusqu'ici à se classer haut dans la hiérarchie des indicateurs sociaux et humains du développement (les critères du PNUD). Il est établi que la « privatisation » - ou même la seule « rationalisation marchande » - de services sociaux comme la santé ou

l'éducation est la garantie de leur dégradation. La santé privée coûte aux Etats Unis deux fois plus que dans l'Europe héritière du Welfare State, avec des résultats misérables (mesurés par exemple en terme de mortalité infantile ou d'espérance de vie). La solidarité nationale exige une école publique de qualité, formatrice de citoyens. La capacité innovatrice n'est pas le produit spontané de la « concurrence » sur les marchés ; celle-ci est plutôt simplement utilisatrice de cette capacité dont elle déforme les usages et multiplie les gaspillages . Cette capacité est le produit de l'éducation et du soutien public ; aux Etats Unis même elle est toute entière dépendante des dépenses militaires qui ne répondent en rien aux critères du marché.

Je ne reviendrai donc pas ici sur les trois possibilités d'avenir que portent en elles des évolutions différentes possibles à partir de ce qui a été réalisé en Chine à ce jour, à l'aube du XXIe siècle. Ces trois schémas (cf Samir Amin, *Le projet de la Chine post maoïste*, 1996) correspondent : (i) au projet impérialiste de démembrement du pays et de compradorisation de ses régions côtières ; (ii) à un projet de développement capitaliste « national » ; et (iii) à un projet de développement national et populaire, associant d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques sociales s'inscrivant dans une perspective socialiste à long terme, dont ce projet constituerait une phase, celle à venir dans l'immédiat.

L'option en faveur du marché dérégulé à l'extrême et de l'ouverture maximale – c'est à dire celle des libéraux chinois et étrangers – fait le jeu de la stratégie impérialiste, accentuant les motifs de dépolitisation et d'opposition sourde des classes populaires parallèlement au renforcement de la vulnérabilité extérieure de la nation et de l'Etat chinois. Elle n'est évidemment pas porteuse d'une démocratisation quelconque, mais au contraire de l'affirmation autocratique du pouvoir des classes dirigeantes compradorisées, conformément à un modèle prétendu « asiatique », celui de Singapour, du Kuo Min Tang et d'autres partis – oligarchies du même acabit.

Ce qui sépare le second modèle du troisième pourrait paraître difficile à identifier d'une manière précise au premier regard : une maîtrise affirmée des relations extérieures, des modes de redistribution qui maintiennent un niveau acceptable de solidarité sociale et régionale. Mais en fait la différence est de nature et non de degré de puissance des moyens de la politique d'Etat mis en œuvre. Le véritable débat trouve ici son fondement ultime. L'option progressiste ne peut être fondée que sur une priorité donnée à l'expansion du marché interne, sur la base de rapports sociaux régulés de manière à réduire au maximum les inégalités sociales et régionales ; et, en conséquence, la soumission des rapports extérieurs aux exigences de cette logique motrice. L'option qui lui fait contraste prend l'insertion sans cesse approfondie dans le système capitaliste mondial comme moteur principal du développement économique. Cette option est associée d'une manière inévitable à l'aggravation des inégalités régionales est surtout sociales. Exprimé dans ces termes l'alternative ne laisse qu'une marge étroite à une option de « capitalisme national » capable de rattraper à terme le monde capitaliste développé pour faire de la Chine une nouvelle grande puissance, voire superpuissance contraignant celles qui sont en place (les Etats Unis ou la triade Etats Unis – Europe – Japon) à renoncer à leur hégémonie. Il est peu probable qu'un pouvoir politique quelconque puisse maintenir assez longtemps le cap à l'intérieur de cette marge étroite et donc qu'une stratégie inspirée par cet objectif perspectif puisse éviter de tomber à droite (et finir par se soumettre au plan impérialiste) ou à gauche (évoluer vers le troisième modèle).

Je suis de ceux qui pensent que l'option pour l'humanité toute entière est « socialisme ou barbarie », que le capitalisme ne peut plus offrir de perspectives acceptables humainement,

ayant épuisé son rôle historique progressiste, que le niveau de développement des forces productives permet potentiellement le communisme à l'échelle mondiale mais que pour y parvenir il faudra longtemps. Je ne tenterai pas de faire un pronostic concernant la distance temporelle qui nous sépare de cet horizon, le meilleur (et seul) instrument à cet effet étant la boule de cristal. Mais aucune stratégie politique et économique humaniste dans un pays quelconque de notre planète, qu'il s'agisse de la Chine, du Burkina Faso ou des Etats Unis ne peut être pensée hors de la longue perspective du projet sociétaire d'un socialisme mondial. Entendant par socialiste une société où les êtres humains, devenus maîtres (relatifs) de leur destin, c'est à dire libérés de l'aliénation marchande propre au capitalisme, seraient capables d'innover et d'inventer les formes adéquates d'une gestion sociale à tous les niveaux, intégrant toutes ses dimensions politiques et économiques. L'imaginaire de cette utopie créatrice peut substituer à la règle dominante de notre système (le capital emploie – c'est à dire exploite – le travail aliéné) son inverse (les être humains – qui ne sont plus réduits au statut de vendeurs de force de travail – utilisent le capital – conçu comme des instruments et non une fin en soi). A défaut l'accumulation capitaliste affirmera de plus en plus ses dimensions destructives, par l'aliénation (et la barbarie qu'elle produit), la destruction de la nature et la polarisation (rendant impossible tout projet national de « rattrapage »).

Je me place dans cette perspective pour juger de la capacité éventuelle d'un projet de « socialisme de marché » à constituer une phase positive de la longue transition envisagée.

Le projet « national » des bourgeoisies historiques – qu'il s'agisse de celles qui ont effectivement construit les nations capitalistes développées de la triade ou de celles qui aspirent à les « rattraper » - a toujours été conçu comme un projet autocentré (fut-il agressivement ouvert sur l'extérieur) fondé sur quelques grands principes permettant la maîtrise combinée du marché du travail (par l'autonomie alimentaire permettant la valorisation du capital), des ressources naturelles, du marché intérieur (sans exclure la participation au marché mondial des secteurs compétitifs, des flux de financement (et de la gestion monétaire) et de l'accès à la technologie. La maîtrise de ces éléments a été possible sur la base des rapports du capitalisme historique dans les pays devenus les centres du système mondial. De ce fait cette maîtrise ne peut plus être reproduite dans les périphéries de la même manière. L'histoire ne permet pas l'imitation. Elle impose de combiner les moyens du rattrapage relatif nécessaire avec l'amorce de développement de logiques qui le dépassent. Non pas « faire la même chose, mais plus vite » ; mais « faire autrement » comme le disait Mao en son temps.

La planification centrale trouve ici toute sa place comme expression de la forte régulation des marchés requise au stade qui est celui de la Chine à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette planification dépasse d'emblée le catalogue des macro politiques économiques bourgeoises conventionnelles. Elle sait distinguer efficacité sociale et nationale de simple compétitivité. Elle sait mettre en œuvre des moyens qui n'excluent pas les redistributions sociales de revenus, régionales et sectorielles des moyens de financement, comme les moyens d'intervention, voire de contrôle, des relations extérieures. Qu'on l'appelle comme on voudra – « socialisme de marché » si l'on veut – là n'est pas la question.

La question essentielle véritable est que cette planification centrale n'est efficace que si elle procède réellement à partir des aspirations des classes populaires. Elle implique donc une démocratisation véritable, la reconnaissance du principe de l'autonomie organisationnelle des différents segments constitutifs de ces classes (les syndicats ouvriers, les coopératives rurales), celle de la divergence possible de certains de leurs intérêts, l'institutionnalisation politique de la négociation collective qui permet de formuler les compromis d'étape entre les

partenaires etc. ... Tout cela va bien au delà de la « démocratie de basse intensité » proposée par l'idéologie occidentale dominante (le pluripartisme politique rendu impotent par la dictature du marché), ou l'éloge inconsidéré des libertés exercées dans le cadre de la société dite civile, mise à la mode par les post modernistes et repris par les populistes du tiers monde et de Chine (cf Zhu Huayou, Liu Chenghui, Zhiqu Lin, et d'autres). Ces questions fondamentales sont hélas largement escamotées dans les débats chinois dont j'ai eu connaissance, mais elles sont posées – je le sais – par les meilleurs héritiers du maoïsme (cf Lin Chun).

### Sources bibliographiques

- Cai Fang, Options of Employment Policies in Transitional China, CASS, 1999.
- Fan Gang, Local taxation autonomy, CASS 1999.
- Gao Haihong, Exchange rate policy : possible choices for China, CASS 1999.
- Han Deqiang, some questions on the large scale development of China's western regions, WE and C. vol 8 N° 4, 2000.
- He Qinglian, China's Pitfall, Hong Kong 1998.
- Hinton, William , The importance of land reform in the reconstruction of China, Monthly Review, July-August 1998, New York.
- Huang I-Shu, Les minorités nationales de Chine, Alternatives Sud , vol VII-2000 (China Report N° 32-1-1996).
- Li Jingwen, Zhang Xiao, China's environmental policies in the 21st century, CASS 1999.
- Li Peilin, Economic transition, social transformation and social policy, CASS 1999.
- Lin Chun, articles divers (communiqués à S.A.).
- Li Shi, Urban poverty research in China (World Economy and China, vol 8 N° 4, 2000).
- Liu Rongcang, The transformation of China's economic system and the redefining of the public policy, CASS, 1999.
- Liu Wenpu, Poverty and the poverty policy in China, CASS 1999.
- Singh, Ajit, Plan, market and economic reform in China, UNRISD, 1993.



- UNRISD (Jude Howell, Sun Bing Yao, Wang Ying, Gordon White, Zhe Xiaoye), Market reform and civil society in China, 1994.
- Xie Ping, The convertibility of the RMB and China's exchange rate policies (World Ec. And China, vol 8 N° 4, 2000).
- Yifu Lin Justin, Fang Cai, Zhou Li, Le miracle chinois, Economica 2000.
- Zhan Liqing, Confronting WTO, World Economy and China, vol 8 N° 4, 2000.
- Zhang Xiaohu, The increasing income inequality in China and its causes ; China Report N° 35-2-1999.
- Zhang Zhuoyuan, Reform of the State owned enterprises, CASS, 1999.
- Zhao Renwei, Increasing income inequality and its causes in China, CASS, 1999.
- Zhao Xiaobin, Simon, Spatial disparities and economic development in China 1953-1992, CASS, 1999.
- Zhique Lin, Ronald C. Keith, Economic crime in China's transition to rule of law economy, China Report N° 35, 1999.
- Zhu Huayou, Lin Chenghui, The development of China's non governmental and private sector, Foreign L. Press, Beijing 1996.
- Samir Amin, L'avenir du maoïsme, ed. de Minuit, 1981.
- Samir Amin, Les défis de la mondialisation, Harmattan 1996, Chap. « Le projet de la Chine post maoïste ».